

Burundi : campagne de lutte contre le commerce illicite des médicaments

@rib News, 24/11/2011 â€“ Source XinhuaLe ministÃ©re burundais de la SantÃ© Publique et de la Lutte contre le Sida, en collaboration avec l'Organisation Mondiale pour la SantÃ© (OMS), a rÃ©uni jeudi Ã Bujumbura ses partenaires pour une sÃ©ance de mobilisation pour la lutte contre le commerce illicite des mÃ©dicaments, devenu un problÃ©me de santÃ© publique au Burundi. Dr Julien Kamy, conseiller au ministÃ©re burundais de la SantÃ© Publique et de la Lutte contre le Sida, a prÃ©cisÃ© que ce commerce illicite a des impacts nÃ©gatifs sur l'Ã©tat de santÃ© de la population. En effet, a-t-il explicitÃ©, il est alimentÃ© par de faux mÃ©dicaments qui peuvent nuire ou tuer, mais aussi de vraies mÃ©dicaments utilisÃ©s en automÃ©dication Ã des doses insuffisantes rÃ©pÃ©tÃ©es, pouvant entraÃ©ner des rÃ©sistances mÃªme Ã des doses trop Ã©levÃ©es qui peuvent provoquer des intoxications, allant jusqu'Ã obliger la victime Ã recourir finalement aux structures d'Ã©m hospitalisation. Il a fait remarquer que la situation prÃ©caire de certaines catÃ©gories de la sociÃ©tÃ© burundaise, la permÃ©abilitÃ© des frontiÃ©res, la dÃ©faillance du systÃ©me de soins et du rÃ©seau officiel d'approvisionnement, la corruption, sont des paramÃ©tres favorisant ce commerce illicite observÃ© dans toutes les provinces du pays. Aux yeux du Dr Kamy, la lÃ©gislation burundaise existante n'est pas assez dissuasive dans la mesure oÃ¹ les sanctions prÃ©vues pour rÃ©primer, les contrevenants ne sont pas proportionnelles Ã la gravitÃ© de l'infraction (une peine allant de 3 mois Ã deux ans et une amende allant de 200francs burundais Ã 10.000 francs burundais). Une des alternatives pour Ã©radiquer ce commerce illicite des mÃ©dicaments est le dÃ©marrage prochain du laboratoire national de contrÃ´le de qualitÃ© installÃ© Ã Bujumbura grÃ¢ce Ã l'appui de l'OMS au Burundi, a-t-il fait savoir. Pour sa part, le pharmacien DÃ©ogratias Niyonzima, inspecteur principal au ministÃ©re burundais ayant en charge la santÃ© publique, a rÃ©vÃ©lÃ© que les mÃ©dicaments sont vendus illicitement au marchÃ©, dans la rue et sont conservÃ©s dans des conditions qui dÃ©tÃ©riorient la qualitÃ© des mÃ©dicaments, de faÃ§on qu'ils perdent leur capacitÃ© de guÃ©rir le patient. Ces mÃ©dicaments vendus illicitement sont souvent des produits dÃ©tournÃ©s alors que certains d'entre eux sont constituÃ©s des dons, a-t-il notÃ© en ajoutant qu'ils peuvent provenir des importations frauduleuses et de la vente des Ã©chantillons des mÃ©dicaments. En outre, certains fabricants produisent des mÃ©dicaments contrefaits en mettant des fausses Ã©tiquettes, a-t-il dit, avant de dÃ©plorer les insuffisances constatÃ©es dans le contrÃ´le du commerce des mÃ©dicaments. Il a signalÃ© Ã©galement que les antibiotiques, les antipaludÃ©ens et les vermifuges sont les plus concernÃ©s par ce commerce illicite.